

## LE PREMIER MINISTRE LIBYEN ÉTAIT EN VISITE EN ALGÉRIE

## Alger attentive à la crise libyenne

**La crainte de voir les conflits régionaux traverser ses frontières a conduit l'Algérie à redoubler d'efforts diplomatiques ces dernières années en vue de contribuer à apaiser la situation dans les zones enflammées. Des processus tendant à rétablir la paix ont été enclenchés, non seulement au Mali, où l'impulsion algérienne a abouti à l'arrêt des combats entre les groupes de l'Azawad et le gouvernement central, mais aussi en Libye. Ce pays, en proie non seulement au terrorisme mais également déchiré par des luttes fratricides, a pu, là encore, aboutir à l'arrêt des hostilités entre plusieurs factions rivales et la création d'un Conseil présidentiel libyen. En signe de gratitude, le président de ce conseil M. Faïz Serraj s'est rendu ce lundi à Alger où il a laissé entendre son souhait de voir les Algériens continuer à aider les Libyens à sortir de la crise.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - Accueilli tel un véritable chef d'Etat par Abdelmalek Sellal et des hauts responsables du ministère algérien des Affaires étrangères, Faïz Serraj, a tenu immédiatement à saluer «l'appui de l'Algérie aux différentes étapes du dialogue libyen ayant abouti à la formation d'un gouvernement d'union nationale». Alger, doit-on le rappeler, avait abrité plusieurs séries de négociations ayant abouti aux accords de Skhirat, au Maroc, en décembre 2015.

Cet accord, signé en présence de l'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, était destiné à jeter les bases d'un gouvernement national dont l'objectif premier est de stabiliser un pays où

l'Organisation de l'Etat islamique (Daech) s'enracine chaque jour davantage. L'évènement était de taille car l'accord en question intervenait trois années après la chute du régime d'El-Kadhafi et la guerre civile qui avait éclaté entre deux camps politico-militaires opposés. Mais la complexité de la réalité libyenne allait rapidement démontrer que la résolution de la crise libyenne n'était pas aussi simple. Deux parties rivales — un Parlement officiel élu en 2014 et reconnu par la communauté internationale et une Assemblée rivale contrôlée par des islamistes et siégeant à Tripoli — se sont donc retrouvées à Skhirat dans une ambiance très tendue et marquée par une hostilité savamment igno-

rée par les Nations-Unies qui ont continué à explorer une solution politique. Elle a débouché sur une ébauche de gouvernement d'Union nationale dont la présidence a été confiée à Faïz Serraj. Fortement préoccupée par la situation en Libye, la communauté internationale n'ignore pas la fragilité de cet accord.

A Alger, M. Sellal n'a pas manqué donc de relever que son déplacement entraînait également «dans la poursuite des efforts de l'Algérie pour le parachèvement de la solution politique consensuelle entre Libyens, seule à même de préserver la souveraineté de ce pays (...) son intégrité territoriale et l'unité de son peuple». Inévitablement, les discussions des «questions d'intérêt commun», le terrorisme en l'occurrence.

La Libye, doit-on le rappeler, est actuellement perçue comme étant le véritable épiscentre de la menace terroriste en Afrique du Nord. Les Occidentaux désignent ce pays comme étant un véritable sanctuaire pour les groupes armés tels que Daech, les salafistes d'Ansar Echaria, El-Mourabitoun de Mokhtar Belmokhtar et même Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). L'influence des groupes a imposé à l'Algérie une très grande mobilisation aux frontières.



Photos : DR

Faïz Serraj, président du Conseil présidentiel libyen.

L'ANP a mis ses troupes (déployées en très grand nombre) en état d'alerte maximum pour éviter toute tentative d'infiltration, et dans les deux sens d'ailleurs puisque tout mouvement humain dans la zone est décrété suspect. Il y a quelques jours, l'Algérie s'est hérissée contre le mouvement «massif et inhabituel» des ressortissants marocains en provenance de Casablanca à destination de la Libye à travers notre pays. «Le contexte sécuritaire actuel particulièrement sensible impose la plus grande vigilance», et «exige le renforcement de la coopération

entre les pays de la sous-région, à l'instar de celle existant entre l'Algérie et la Tunisie en matière notamment de rapatriement de leurs ressortissants respectifs», avait déclaré notre ministre chargé des Affaires du Maghreb à l'ambassadeur du Maroc, convoqué pour la circonstance.

Sur les 270 clandestins marocains interceptés par les autorités algériennes, une bonne partie en situation illégale a été rapatriée. Ces personnes étaient apparemment destinées à grossir les rangs des groupes terroristes en Libye.

A. C.

## UNE DÉLÉGATION ÉCONOMIQUE PRÉPARE SON DÉPLACEMENT À MOSCOU

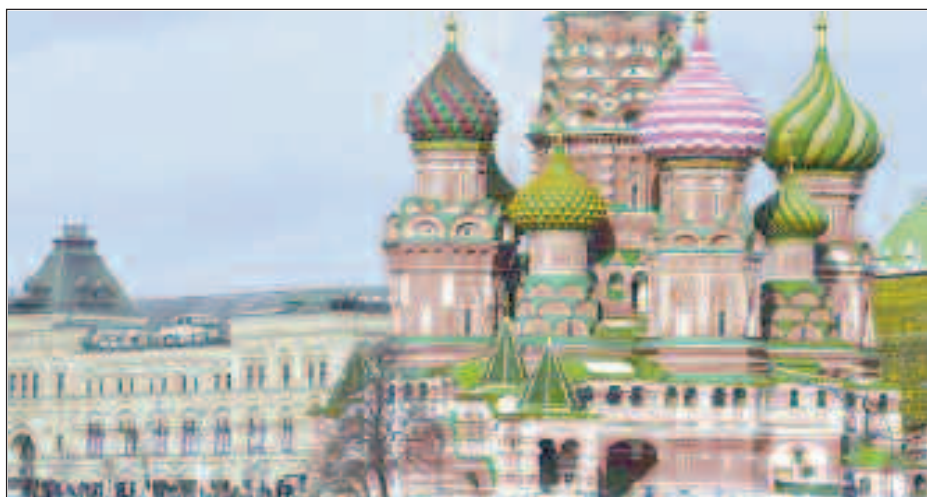
## À la conquête du marché russe

**La Journée d'information sur le marché russe, organisée hier, est une initiative prise par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) en collaboration avec l'ambassade de la Fédération de Russie en Algérie souhaitant que les rapports économiques algéro-russes s'inscrivent sur le long terme.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Cette conférence a été une occasion de lancer un appel aux femmes et hommes d'affaires algériens intéressés par «la conquête» du marché russe et de leur offrir l'opportunité de s'en approcher à travers la constitution d'une importante délégation économique. Celle-ci sera conduite à Moscou par le président de la Caci, Mohamed Laid Benamor, le mois prochain.

Il y a lieu de savoir que les relations algéro-russes ne datent pas d'hier et qu'outre leurs rapports diplomatiques remontant à l'Algérie socialiste, de nombreuses collaborations économiques entre les deux Etats se sont concrétisées sur le marché algérien. A cet effet, le représentant commercial de la Fédération russe en Algérie, Shatilov Alexey, a énuméré les investissements coréalisés, en cours de réalisation ou en projet dans certains secteurs, à savoir celui de l'hydraulique, le transport ferroviaire et maritime et du BTP.

Or, ces coopérations se révèlent majoritairement de nature gouvernementale ou entre Etats. Par conséquent, les opérateurs économiques ne les privilégient pas assez, d'où l'intérêt de la formation de cette délégation. L'intervenant a informé que pour les entreprises voulant en faire partie, que ce soit pour des opportunités d'exportation ou de partenariat, elles sont invitées à faire



Assurer une bonne distribution des produits en Russie est un défi pour les entreprises algériennes.

part de leur demande au niveau de l'ambassade de la Russie afin qu'elle puisse être étudiée. Ceci afin d'accélérer les procédures administratives pour l'obtention du visa, entre autres.

**Y a-t-il des critères de participation ?**

Evidemment, ce n'est pas l'ensemble des demandes qui vont être acceptées car certains secteurs sont plus favorables que d'autres. De plus, les entreprises candidates devront apporter de véritables avantages à l'économie algérienne. Ceci dit, il est également attendu d'elles qu'elles proposent une certaine valeur ajoutée pour leurs clients russes, consommateurs ou partenaires soient-ils.

Par ailleurs, une fois cette liste établie, la Fédération russe se chargera de prospecter son marché afin de sélectionner des clients potentiels, puis les mettre en contact avec la délégation économique algérienne, une fois à Moscou. Dès lors, ce sera à cette

dernière de poursuivre cette mise en relation et de lui donner succès.

En l'occurrence, la responsable d'études de la Caci a conseillé aux entreprises désireuses de participer à cette manifestation d'identifier clairement dans leur demande «leurs centres d'intérêt» et leurs objectifs et attentes de cette prochaine rencontre afin que celle-ci puisse être efficiente et véritablement fructueuse.

**Les spécificités du marché russe**

S. Alexey a spécifié pour les exportateurs algériens, en produits agricoles, agroalimentaires, industriels ou autre, que les chaînes de distribution et les centrales d'achat constituent «inévitavelmente» des clients à se garantir. Pour un pays aussi «immense» que la Russie, a-t-il pourvu, s'assurer une bonne distribution de ses produits est un réel «défi» et le réussir serait déjà «un important avantage».

Il a également attiré l'attention des futurs

investisseurs que pour un pays comportant près de 11 fuseaux horaires, il est indispensable de noter que les goûts des consommateurs varient sensiblement d'où l'utilité d'étudier leur comportement.

Pour ce qui est des procédures administratives, financières et juridiques, l'intervenant a indiqué une fluidité et un «cadre facilitant» en exprimant sa disponibilité à chacune des préoccupations des intéressés par d'éventuels rapports commerciaux.

**Le produit algérien peut-il avoir une place sur le marché russe ?**

Dans un marché international concurrentiel, les opérateurs économiques doivent dans tous les cas se battre pour que leurs produits aient une place sur un quelconque marché, a rappelé le vice-président de la Caci, Amour Riath. Ajoutant que le processus de vente et l'art de convaincre débutent quand le client «ne veut pas acheter».

En l'occurrence, la responsable d'études a spécifié que des produits agricoles et les dattes précisément, ont représenté plus de 60% des 3 millions d'exportations vers la Russie durant les huit premiers mois de 2015.

Rajoutant que c'est par la qualité et l'authenticité du produit, emballage compris, qu'il faut convaincre le client ou le consommateur russe en respectant les standards et normes internationales. Ceci, en promettant que la possibilité d'accords préférentiels est en cours d'étude avec la partie russe. Surtout que la visite en Russie qu'effectuera le Premier ministre en avril prochain sera une autre occasion d'approfondir davantage cette question jugée stratégique par les investisseurs algériens dans la mesure où elle boostera leur compétitivité.

N. B.